

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/12274]

8 JANVIER 2017. — Loi portant assentiment à la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi le 18 mai 2007 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi le 18 mai 2007, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 janvier 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

D. REYNDERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

M. DE BLOCK

La Ministre de l'Environnement,

M.-Ch. MARGHEM

Le Ministre de la Mobilité,

Fr. BELLOT

Le secrétaire d'Etat à la Mer du Nord,

Ph. DE BACKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be): Documents: 54-2017.

Compte rendu intégral: 20/10/2016.

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 12/07/2013 (*Moniteur belge* du 13/08/13), Décret de la Région wallonne du 12/03/2015 (*Moniteur belge* du 24/03/2015), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 20/11/2015 (*Moniteur belge* du 27/11/2015)

**Convention Internationale de Nairobi
sur l'enlèvement des épaves**

Les Etats Parties à la présente convention,

Conscients du fait que les épaves, si elles ne sont pas enlevées, risquent de présenter un danger pour la navigation ou pour le milieu marin,

Convaincus de la nécessité d'adopter des règles et des procédures internationales uniformes qui garantissent l'enlèvement rapide et efficace des épaves et le versement d'une indemnisation pour les frais encourus à ce titre,

Notant que bon nombre d'épaves peuvent se trouver dans le territoire d'Etats, y compris leur mer territoriale,

Reconnaissant les avantages que présenterait l'uniformisation des régimes juridiques qui régissent la responsabilité et les obligations à l'égard de l'enlèvement des épaves dangereuses,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/12274]

8 JANUARI 2017. — Wet houdende instemming met het Internationaal Verdrag van Nairobi inzake de verwijdering van wrakken, gedaan te Nairobi op 18 mei 2007 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Internationaal Verdrag van Nairobi inzake de verwijdering van wrakken, gedaan te Nairobi op 18 mei 2007, zal volkomen, gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 januari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

D. REYNDERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

M. DE BLOCK

De Minister van Leefmilieu,

M.-Ch. MARGHEM

De Minister van Mobiliteit,

Fr. BELLOT

De Staatssecretaris voor de Noordzee,

Ph. DE BACKER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be): Stukken: 54-2017.

Integraal verslag: 20/10/2016.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/ het Vlaamse Gewest van 12/07/2013 (*Belgisch Staatsblad* van 13/08/2013), Decreet van het Waalse Gewest van 12/03/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 24/03/2015), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20/11/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 27/11/2015).

VERTALING

**Internationaal Verdrag van Nairobi
inzake de verwijdering van wrakken**

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag,

Zich bewust van het feit dat wrakken, indien ze niet verwijderd worden, een gevaar kunnen opleveren voor de scheepvaart of voor het marien milieu,

Overtuigd van de noodzaak om eenvormige internationale regels en procedures aan te nemen die de snelle en doeltreffende verwijdering van wrakken en de betaling van de vergoeding voor de kosten hieraan verbonden waarborgen,

Vaststellend dat vele wrakken zich kunnen bevinden op het grondgebied van de Staten, met inbegrip van hun territoriale zee,

De voordelen erkennend die verkregen worden uit eenvormigheid in rechtsstelsels die de aansprakelijkheid en verbintenissen ten opzichte van de verwijdering van gevaarlijke wrakken regelen,

Conscients de l'importance de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, faite à Montego Bay le 10 décembre 1982, et du droit international coutumier de la mer, et du fait qu'il est donc nécessaire de mettre en oeuvre la présente Convention conformément à ces dispositions,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. Définitions

Aux fins de la présente Convention :

1 "Zone visée par la Convention" désigne la zone économique exclusive d'un État Partie établie conformément au droit international ou, si un État Partie n'a pas établi cette zone, une zone située au-delà de la mer territoriale de cet État et adjacente à celle-ci, que cet État a définie conformément au droit international et qui ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de sa mer territoriale.

2 "Navire" désigne un bâtiment de mer de quelque type que ce soit et englobe les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles, les engins flottants et les plates-formes flottantes sauf lorsque ces plates-formes se livrent sur place à des activités d'exploration, d'exploitation ou de production des ressources minérales des fonds marins.

3 "Accident de mer" désigne un abordage, un échouement ou autre incident de navigation ou un événement survenu à bord ou à l'extérieur d'un navire qui entraîne des dommages matériels ou une menace imminente de dommages matériels pour un navire ou sa cargaison.

4 "Épave", à la suite d'un accident de mer, désigne :

- a) un navire naufragé ou échoué; ou
- b) toute partie d'un navire naufragé ou échoué, y compris tout objet se trouvant ou s'étant trouvé à bord d'un tel navire; ou
- c) tout objet qui est perdu en mer par un navire et qui est échoué, submergé ou à la dérive en mer; ou
- d) un navire qui est sur le point de couler ou de s'échouer ou dont on peut raisonnablement attendre le naufrage ou l'échouement, si aucune mesure efficace destinée à prêter assistance au navire ou à un bien en danger n'est déjà en train d'être prise.

5 "Danger" désigne toute circonstance ou menace qui:

- a) présente un danger ou un obstacle pour la navigation; ou
- b) dont on peut raisonnablement attendre des conséquences préjudiciables graves pour le milieu marin ou des dommages pour le littoral ou les intérêts connexes d'un ou plusieurs États.

6 "Intérêts connexes" désigne les intérêts d'un État côtier directement affecté ou menacé par une épave, tels que :

- a) les activités maritimes côtières, portuaires et estuariennes, y compris les activités de pêche, constituant un moyen d'existence essentiel pour les personnes intéressées;
- b) les attraits touristiques et autres intérêts économiques de la région en question;
- c) la santé des populations riveraines et la prospérité de la région en question, y compris la conservation des ressources biologiques marines, de la faune et de la flore; et
- d) les infrastructures au large et sous-marines.

7 "Enlèvement" désigne toute forme de prévention, d'atténuation ou d'élimination du danger créé par une épave. Les termes "enlever", "enlevé" et "qui enlève" sont interprétés selon cette définition.

8 "Propriétaire inscrit" désigne la personne ou les personnes au nom de laquelle ou desquelles le navire est immatriculé ou, à défaut d'immatriculation, la personne ou les personnes dont le navire est la propriété au moment de l'accident de mer. Toutefois, dans le cas d'un navire appartenant à un État et exploité par une compagnie qui, dans cet État, est enregistrée comme étant l'exploitant du navire, l'expression "propriétaire inscrit" désigne cette compagnie.

9 "Exploitant du navire" désigne le propriétaire du navire ou toute autre entité ou personne, telle que l'armateur-gérant ou l'affrètement coque nue, à laquelle le propriétaire du navire a confié la responsabilité de l'exploitation du navire et qui, en assumant cette responsabilité, accepte de s'acquitter de toutes les tâches et obligations prévues aux termes du Code international de gestion de la sécurité, tel que modifié.

10 "État affecté" désigne l'État dans la zone visée par la Convention duquel se trouve l'épave.

Zich bewust van de belangrijkheid van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het Recht van de Zee, gedaan te Montego Bay op 10 december 1982, en van het internationaal gewoonterecht van de zee, en van de daaruit voortvloeiende noodzaak om dit Verdrag in overeenstemming met die bepalingen te implementeren,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1. Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag betekent :

1 "Verdragsgebied" de exclusieve economische zone van een Staat die Partij is, gevestigd in overeenstemming met het internationaal recht of, indien een Staat die Partij is, geen dergelijke zone gevestigd heeft, een gebied buiten en grenzend aan de territoriale zee van die Staat, en dat door die Staat in overeenstemming met het internationaal recht bepaald werd en dat zich niet verder uitstrekt dan 200 zeemijl vanaf de basislijnen vanwaar de breedte van zijn territoriale zee gemeten wordt.

2 "schip" een zeegaand vaartuig van gelijk welk type, met inbegrip van draagvleugelboten, luchtkussen-vaartuigen, duikboten, drijvende vaartuigen en drijvende platformen, behalve wanneer die platformen ter plaatse worden ingezet voor het onderzoek, de ontginning of de productie van de minerale rijkdommen van de zeebodem;

3 "ongeval op zee" een aanvaring van schepen, het stranden of ander navigatie-incident, of een andere gebeurtenis aan boord van een schip of daarbuiten, resulterend in materiële schade of zeer nabije dreiging van materiële schade aan een schip of zijn lading;

4 "wrak" ten gevolge van een ongeval op zee:

- a) een gezonken of gestrand schip; of
- b) gelijk welk deel van een gezonken of gestrand schip, met inbegrip van gelijk welk voorwerp dat aan boord van dat schip is of was; of
- c) gelijk welk op zee verloren en van een schip afkomstig voorwerp dat gestrand, gezonken of op drift is; of
- d) een schip dat op het punt staat te zinken of te stranden, of waarvan redelijkerwijze mag worden verwacht dat het zal zinken of stranden, indien nog geen enkele doeltreffende maatregel om hulp te verlenen aan het schip of gelijk welk in gevaar zijnde goed, genomen werd;

5 "gevaar" gelijk welke toestand of bedreiging :

- a) die een gevaar of hindernis vormt voor de scheepvaart; of
- b) die naar redelijkerwijze mag verwacht worden ernstige schadelijke gevolgen voor het marien milieu zal hebben of schade aan de kustlijn of aan de daarmee samenhangende belangen van één of meer Staten zal toebrengen.

6 "daarmee samenhangende belangen" de belangen van een kuststaat die rechtstreeks getroffen of bedreigd wordt door een wrak, zoals:

- a) de maritieme kust-, haven- of estuaire activiteiten, met inbegrip van de visserij, die essentiële middelen van bestaan vormen voor de betrokken personen;
- b) de toeristische attracties en andere economische belangen van het betrokken gebied;
- c) de gezondheid van de kustbevolking en het welzijn van het betrokken gebied, met inbegrip van het behoud van de levende mariene rijkdommen en van de fauna en flora; en
- d) de offshore- en onderwaterinfrastructuur.

7 "Verwijdering" betekent gelijk welke vorm van preventie, vermindering of uitschakeling van het gevaar door een wrak gecreëerd. De begrippen "verwijdering", "verwijderd" en "het verwijderen" worden overeenkomstig deze definitie uitgelegd.

8 "Geregistreerde eigenaar" betekent de persoon of personen die als eigenaar van het schip werd of werden geregistreerd of, bij gebreke van registratie, de persoon of personen die het schip in eigendom hebben op het ogenblik van het ongeval op zee. Wanneer een schip echter eigendom is van een Staat en beheerd wordt door een bedrijf dat in die Staat geregistreerd staat als de exploitant van het schip, dan betekent "geregistreerde eigenaar" dat bedrijf;

9 "exploitant van het schip" de eigenaar van het schip of gelijk welke andere organisatie of persoon zoals de manager, of de rompbevrachter, die de verantwoordelijkheid van de eigenaar voor de exploitatie van het schip op zich genomen heeft en die zodoende aanvaard heeft om alle verplichtingen en verantwoordelijkheden bepaald in de Internationale Veiligheidscode, zoals gewijzigd, over te nemen;

10 "getroffen Staat" de Staat in wiens Verdragsgebied het wrak zich bevindt;

11 "État d'immatriculation du navire" désigne, dans le cas d'un navire immatriculé, l'État dans lequel le navire a été immatriculé et, dans le cas d'un navire non immatriculé, l'État dont le navire est autorisé à battre le pavillon.

12 "Organisation" désigne l'Organisation maritime internationale.

13 "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Organisation.

Art. 2. Objectifs et principes généraux

1 Un État Partie peut prendre des mesures conformément à la présente Convention en ce qui concerne l'enlèvement d'une épave qui présente un danger dans la zone visée par la Convention.

2 Les mesures prises conformément au paragraphe 1 par l'État affecté doivent être proportionnées au danger.

3 Ces mesures ne doivent pas aller au-delà de celles qui sont raisonnablement nécessaires pour enlever une épave qui présente un danger et elles doivent prendre fin dès que l'épave a été enlevée; elles ne doivent pas porter atteinte de manière injustifiée aux droits et intérêts d'autres États, y compris l'État d'immatriculation du navire, et de toute personne physique ou morale intéressée.

4 L'application de la présente Convention dans la zone visée par la Convention n'autorise pas un État Partie à revendiquer ou exercer sa souveraineté ou ses droits souverains sur quelque partie que ce soit de la haute mer.

5 Les États Parties s'efforcent de coopérer entre eux lorsque les effets d'un accident de mer causant une épave touchent un État autre que l'État affecté.

Art. 3. Champ d'application

1 Sauf disposition contraire de la présente Convention, celle-ci s'applique aux épaves se trouvant dans la zone visée par la Convention.

2 Un État Partie peut élargir la portée de la présente Convention pour y inclure les épaves qui se trouvent dans les limites de son territoire, y compris sa mer territoriale, sous réserve du paragraphe 4 de l'article 4. En pareil cas, il en adresse notification au Secrétaire général au moment où il exprime son consentement à être lié par la présente Convention ou à n'importe quel moment par la suite. Lorsqu'un État Partie notifie qu'il appliquerait la présente Convention aux épaves se trouvant dans son territoire, y compris sa mer territoriale, cette notification ne porte pas atteinte aux droits et obligations de cet État de prendre des mesures à l'égard des épaves se trouvant dans son territoire, y compris sa mer territoriale, autres que la localisation, la signalisation et l'enlèvement de ces épaves conformément à la présente Convention. Les dispositions des articles 10, 11 et 12 de la présente Convention ne s'appliquent pas aux mesures ainsi prises autres que celles qui sont visées aux articles 7, 8 et 9 de la présente Convention.

3 Lorsqu'un État Partie fait une notification en vertu du paragraphe 2, la "zone visée par la Convention" de l'État affecté inclut le territoire, y compris la mer territoriale, dudit État Partie.

4 Une notification faite en vertu du paragraphe 2 ci-dessus prend effet à l'égard de cet État Partie, si elle est faite avant l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard dudit État Partie, au moment de l'entrée en vigueur. Si la notification est faite après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard dudit État Partie, elle prend effet six mois après sa réception par le Secrétaire général.

5 Un État Partie qui a fait une notification en vertu du paragraphe 2 peut la retirer à tout moment au moyen d'une notification de retrait adressée au Secrétaire général. Cette notification de retrait prend effet six mois après sa réception par le Secrétaire général, à moins qu'elle ne spécifie une date ultérieure.

Art. 4. Exclusions

1 La présente Convention ne s'applique pas aux mesures prises en vertu de la Convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, telle que modifiée, ou du Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, tel que modifié.

2 La présente Convention ne s'applique pas aux navires de guerre ni aux autres navires appartenant à un État ou exploités par cet État tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales, à moins que cet État n'en décide autrement.

11 "Staat van registratie van het schip" ingeval van een geregistreerd schip, de Staat waar het schip geregistreerd werd, en ingeval van een niet-geregistreerd schip, de Staat onder wiens vlag het schip mag varen;

12 "Organisatie" de Internationale Maritieme Organisatie ;

13 "Secretaris-generaal" de Secretaris-generaal van de Organisatie.

Art. 2. Doelstellingen en algemene beginselen

1 Een Staat die Partij is, kan maatregelen nemen overeenkomstig dit Verdrag met betrekking tot het verwijderen van een wrak dat een gevaar vormt in het Verdragsgebied.

2 De maatregelen genomen door de getroffen Staat overeenkomstig paragraaf 1, moeten in verhouding tot het gevaar staan.

3 Dergelijke maatregelen mogen niet verder reiken dan wat redelijkerwijze nodig is om een wrak dat een gevaar vormt, te verwijderen en moeten eindigen zodra het wrak verwijderd is. Ze mogen de rechten en belangen van andere Staten waaronder de Staat van registratie van het schip, en van gelijk welke betrokken natuurlijke of rechtspersoon, niet onnodig schaden.

4 De toepassing van dit Verdrag in het Verdragsgebied geeft een Staat die Partij is, geen recht om soevereiniteit of soevereiniteitsrechten over gelijk welk deel van de volle zee op te eisen of uit te oefenen.

5 De Staten die Partij zijn, spannen zich in om samen te werken als de gevolgen van een ongeval op zee dat een wrak tot gevolg heeft, ook een andere Staat dan de getroffen Staat treffen.

Art. 3. Toepassingsgebied

1 Behoudens andersluidende bepaling in dit Verdrag, is dit Verdrag van toepassing op wrakken die zich bevinden in het Verdragsgebied.

2 Een Staat die Partij is, kan het toepassingsgebied van dit Verdrag uitbreiden tot wrakken die zich binnen zijn grondgebied, met inbegrip van de territoriale zee, bevinden onder voorbehoud van paragraaf 4 van artikel 4. In dat geval zal hij daarvan kennisgeving doen aan de Secretaris-generaal op het ogenblik dat hij zijn instemming betuigt om door dit Verdrag gebonden te zijn of op gelijk welk ogenblik nadien. Als een Staat die Partij is, kennisgeving doet om het Verdrag toe te passen op wrakken die zich bevinden binnen zijn grondgebied, met inbegrip van de territoriale zee, dan doet deze kennisgeving geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen van die Staat om met betrekking tot de wrakken die zich bevinden op zijn grondgebied, met inbegrip van de territoriale zee, maatregelen te nemen andere dan de plaatsbepaling, markering en verwijdering overeenkomstig dit Verdrag. De bepalingen van de artikelen 10, 11 en 12 van dit Verdrag zijn niet van toepassing op aldus genomen maatregelen andere dan deze bepaald in de artikelen 7, 8 en 9 van dit Verdrag.

3 Als een Staat die Partij is, op grond van paragraaf 2 kennisgeving gedaan heeft, omvat het "Verdragsgebied" van de getroffen Staat het grondgebied, inclusief de territoriale zee, van de betreffende Staat die Partij is .

4 Indien een kennisgeving op grond van de voormelde paragraaf 2 wordt gedaan vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag ten aanzien van die Staat die Partij is, dan wordt ze van kracht ten aanzien van die Staat die Partij is, op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit Verdrag. Indien de kennisgeving wordt gedaan na de inwerkingtreding van dit Verdrag ten opzichte van diezelfde Staat die Partij is, wordt ze van kracht zes maanden na de ontvangst daarvan door de Secretaris-generaal.

5 Een Staat die Partij is, die een kennisgeving op grond van paragraaf 2 gedaan heeft, kan deze op elk ogenblik intrekken door middel van een kennisgeving van intrekking gericht aan de Secretaris-generaal. Deze kennisgeving van intrekking wordt van kracht zes maanden na de ontvangst daarvan door de Secretaris-generaal, tenzij de kennisgeving een latere datum vermeldt.

Art. 4. Uitsluitingen

1 Dit Verdrag is niet van toepassing op maatregelen genomen op grond van het Internationaal Verdrag van 1969 betreffende maatregelen in volle zee ingeval van een ongeval dat verontreiniging door olie tot gevolg heeft of kan hebben, zoals gewijzigd, of van het Protocol van 1973 betreffende de maatregelen in volle zee in geval van verontreiniging door stoffen, andere dan oliën, zoals gewijzigd.

2 Dit Verdrag is niet van toepassing op oorlogsschepen of andere schepen die eigendom zijn van of geëxploiteerd worden door een Staat zolang hij ze uitsluitend voor niet-commerciële en regeringsdoeleinden gebruikt, tenzij die Staat er anders over beslist.

3 Lorsqu'un État Partie décide d'appliquer la présente Convention à ses navires de guerre ou autres navires visés au paragraphe 2, il le notifie au Secrétaire général en précisant les modalités et les conditions de cette application.

4 a) Quand un État a fait une notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 3, les dispositions ci-après de la présente Convention ne s'appliquent pas à son territoire, y compris la mer territoriale :

- (i) article 2, paragraphe 4;
- (ii) article 9, paragraphes 1, 5, 7, 8, 9 et 10; et
- (iii) article 15.

b) Le paragraphe 4 de l'article 9, pour autant qu'il s'applique au territoire, y compris à la mer territoriale, d'un État Partie, se lit comme suit :

Sous réserve de la législation nationale de l'État affecté, le propriétaire inscrit peut passer un contrat avec une entreprise d'assistance ou une autre personne pour enlever l'épave dont il est établi qu'elle constitue un danger, pour le compte du propriétaire. Avant que l'enlèvement ne commence, l'État affecté peut en fixer les conditions seulement dans la mesure nécessaire pour s'assurer que l'opération se déroule d'une manière qui respecte les aspects liés à la sécurité et à la protection du milieu marin.

Art. 5. Déclaration des épaves

1 Un État Partie exige du capitaine et de l'exploitant d'un navire battant son pavillon qu'ils adressent sans tarder un rapport à l'État affecté lorsque ce navire a été impliqué dans un accident de mer qui a causé une épave. Dans la mesure où l'un des deux s'acquittent de l'obligation d'adresser un rapport en vertu du présent article, l'autre n'est pas tenu de le faire.

2 Ces rapports doivent indiquer le nom et l'établissement principal du propriétaire inscrit, ainsi que tous les renseignements pertinents nécessaires pour permettre à l'État affecté d'établir si l'épave présente un danger conformément à l'article 6, y compris :

- a) l'emplacement précis de l'épave;
- b) le type, les dimensions et la construction de l'épave;
- c) la nature des dommages causés à l'épave et son état;
- d) la nature et la quantité de la cargaison, en particulier toutes substances nocives et potentiellement dangereuses; et
- e) la quantité et les types d'hydrocarbures qui se trouvent à bord, y compris les hydrocarbures de soute et huiles de graissage.

Art. 6. Détermination du danger

Pour établir si une épave présente un danger, l'État affecté tient compte des critères ci-après :

- a) type, dimensions et construction de l'épave;
- b) profondeur d'eau dans la zone;
- c) amplitude de la marée et courants dans la zone;
- d) zones maritimes particulièrement vulnérables identifiées et, le cas échéant, désignées conformément aux Directives adoptées par l'Organisation, ou zone clairement définie de la zone économique exclusive où des mesures spéciales obligatoires ont été adoptées en application du paragraphe 6 de l'article 211 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982;
- e) proximité de routes maritimes ou de voies de circulation établies;
- f) densité et fréquence du trafic;
- g) type de trafic;
- h) nature et quantité de la cargaison de l'épave, quantité et types d'hydrocarbures (par exemple, hydrocarbures de soute et huiles de graissage) à bord de l'épave et, en particulier, dommages que pourrait entraîner la libération de la cargaison ou des hydrocarbures dans le milieu marin;
- i) vulnérabilité des installations portuaires;
- j) conditions météorologiques et hydrographiques du moment;
- k) topographie sous-marine de la zone;
- l) hauteur de l'épave au-dessus ou au-dessous de la surface de l'eau à la plus basse marée astronomique;
- m) profils acoustiques et magnétiques de l'épave;

3 Wanneer een Staat die Partij is, besluit dit Verdrag toe te passen op haar oorlogsschepen of andere schepen zoals bedoeld in paragraaf 2, dan doet hij daarvan kennisgeving aan de Secretaris-generaal met vermelding van de modaliteiten en voorwaarden van die toepassing.

4 a) Wanneer een Staat die Partij is, kennisgeving gedaan heeft zoals bedoeld in paragraaf 2 van artikel 3, zijn de volgende bepalingen van dit Verdrag niet van toepassing op zijn grondgebied, met inbegrip van de territoriale zee:

- (i) artikel 2, paragraaf 4;
- (ii) artikel 9, paragrafen 1, 5, 7, 8, 9 en 10; en
- (iii) artikel 15.

b) Artikel 9, paragraaf 4 voor zover van toepassing op het grondgebied, met inbegrip van de territoriale zee, van een Staat die Partij is, luidt als volgt:

Onder voorbehoud van de nationale wetgeving van de getroffen Staat kan de geregistreerde eigenaar een overeenkomst sluiten met gelijk welke hulpverlener of andere persoon om het wrak waarvan bepaald werd dat het een gevaar vormt, voor rekening van de eigenaar te verwijderen. Voordat dergelijke verwijdering begint, kan de getroffen Staat voorwaarden voor de verwijdering vaststellen, enkel in de mate dat zij nodig zijn om te verzekeren dat de verwijdering verloopt op een wijze die verenigbaar is met de overwegingen inzake de veiligheid en bescherming van het marien milieu.

Art. 5. Aangifte van wrakken

1. Een Staat die Partij is, moet van de kapitein en van de exploitant van een schip dat onder zijn vlag vaart, eisen dat ze onverwijld verslag uitbrengen aan de getroffen Staat als dat schip betrokken is geraakt bij een ongeval op zee dat een wrak tot gevolg had. In de mate dat de verplichting om verslag uit te brengen op grond van dit artikel door een van beide vervuld werd, is de ander er niet meer toe gehouden.

2 Die verslagen moeten de naam en hoofdzetel van de geregistreerde eigenaar bevatten, alsook alle relevante inlichtingen die de getroffen Staat nodig heeft om te bepalen of het wrak een gevaar vormt overeenkomstig artikel 6, met inbegrip van:

- a) de precieze plaatsbepaling van het wrak;
- b) het type, de grootte en de constructie van het wrak;
- c) de aard van de schade aan het wrak en de toestand waarin het zich bevindt;
- d) de aard en de hoeveelheid van de lading, in het bijzonder van alle schadelijke en potentieel gevaarlijke stoffen; en
- e) de hoeveelheid en de types oliën die zich aan boord bevinden, inclusief bunkerolie en smeeroliën.

Art. 6. Vaststelling van het gevaar

Om te bepalen of een wrak een gevaar vormt, houdt de getroffen Staat rekening met de volgende criteria:

- a) het type, de grootte en de constructie van het wrak;
- b) de diepte van het water in de zone;
- c) het getijdenverschil en de stromingen in de zone;
- d) bijzonder kwetsbare zeegebieden zoals vastgesteld en, in voorkomend geval, aangeduid in overeenstemming met de Richtsnoeren aangenomen door de Organisatie, of een duidelijk bepaald gebied van de exclusieve economische zone waarin bijzondere, verplichte maatregelen werden genomen overeenkomstig artikel 211, paragraaf 6 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee;
- e) de nabijheid van scheepvaartroutes of vastgelegde verkeerroutes;
- f) de dichtheid en frequentie van het verkeer;
- g) het soort verkeer;
- h) de aard en hoeveelheid van de lading van het wrak, de hoeveelheid en types oliën (zoals bunkerolie en smeerolie) aan boord van het wrak en, in het bijzonder, de schade die zou kunnen ontstaan door het vrijkomen van de lading of de olie in het marien milieu;
- i) de kwetsbaarheid van de haveninstallaties;
- j) de heersende meteorologische en hydrografische omstandigheden;
- k) de onderzeese topografie van het gebied;
- l) de hoogte van het wrak boven of onder het wateroppervlak bij het laagste astronomische getijde;
- m) de akoestische en magnetische profielen van het wrak;

n) proximité d'installations au large, de pipelines, de câbles de télécommunications et d'ouvrages analogues; et

o) toute autre circonstance pouvant nécessiter l'enlèvement de l'épave.

Art. 7. Localisation des épaves

1 Lorsqu'il prend conscience de l'existence d'une épave, l'État affecté a recours à tous les moyens possibles, y compris aux bons offices des États et organisations, pour avertir de toute urgence les navigateurs et les États intéressés de la nature et de l'emplacement de l'épave.

2 Si l'État affecté a des raisons de penser qu'une épave présente un danger, il veille à ce que toutes les mesures possibles soient prises pour déterminer l'emplacement précis de l'épave.

Art. 8. Signalisation des épaves

1 Si l'État affecté établit que l'épave constitue un danger, il doit s'assurer que toutes les mesures raisonnables sont prises pour signaler l'épave.

2 Pour la signalisation de l'épave, il faut s'assurer par tous les moyens possibles que les marques utilisées sont conformes au système de balisage accepté au niveau international qui est en vigueur dans les eaux où se trouve l'épave.

3 L'État affecté diffuse les détails de la signalisation de l'épave en ayant recours à tous les moyens appropriés, y compris au moyen des publications nautiques pertinentes.

Art. 9. Mesures visant à faciliter l'enlèvement des épaves

1 Si l'État affecté établit qu'une épave constitue un danger, ledit État doit immédiatement :

a) en informer l'État d'immatriculation du navire et le propriétaire inscrit; et

b) procéder à des consultations avec l'État d'immatriculation du navire et les autres États affectés par l'épave au sujet des mesures à prendre à l'égard de l'épave.

2 Le propriétaire inscrit doit enlever une épave dont il est établi qu'elle constitue un danger.

3 Lorsqu'il a été établi qu'une épave constitue un danger, le propriétaire inscrit, ou autre partie intéressée, fournit à l'autorité compétente de l'État affecté la preuve de l'assurance ou autre garantie financière prescrite à l'article 12.

4 Le propriétaire inscrit peut passer un contrat avec une entreprise d'assistance ou une autre personne pour enlever l'épave dont il est établi qu'elle constitue un danger, pour le compte du propriétaire. Avant que l'enlèvement ne commence, l'État affecté peut en fixer les conditions seulement dans la mesure nécessaire pour s'assurer que l'opération se déroule d'une manière qui respecte les aspects liés à la sécurité et à la protection du milieu marin.

5 Une fois que l'enlèvement visé aux paragraphes 2 et 4 a commencé, l'État affecté ne peut intervenir que dans la mesure nécessaire pour s'assurer que l'opération se déroule efficacement d'une manière qui respecte les aspects liés à la sécurité et à la protection du milieu marin.

6 L'État affecté :

a) fixe un délai raisonnable dans lequel le propriétaire inscrit doit enlever l'épave, compte tenu de la nature du danger déterminé conformément à l'article 6;

b) informe par écrit le propriétaire inscrit du délai fixé en lui précisant que s'il n'enlève pas l'épave dans ce délai, il pourra lui-même enlever l'épave aux frais du propriétaire inscrit; et

c) informe par écrit le propriétaire inscrit de son intention d'intervenir immédiatement dans le cas où le danger deviendrait particulièrement grave.

7 Si le propriétaire inscrit n'enlève pas l'épave dans le délai fixé conformément au paragraphe 6 a) ou si le propriétaire inscrit ne peut pas être contacté, l'État affecté peut enlever l'épave par les moyens les plus pratiques et les plus rapides disponibles, dans le respect des aspects liés à la sécurité et à la protection du milieu marin.

8 Dans les cas où il est nécessaire d'agir immédiatement et l'État affecté en a informé l'État d'immatriculation du navire et le propriétaire inscrit, l'État affecté peut enlever l'épave par les moyens les plus pratiques et les plus rapides disponibles, dans le respect des aspects liés à la sécurité et à la protection du milieu marin.

n) de nabijheid van offshore installaties, pijpleidingen, telecommunicatiekabels en gelijkaardige structuren; en

o) gelijk welke andere omstandigheid die de verwijdering van het wrak noodzakelijk kan maken.

Art. 7. Plaatsbepaling van wrakken

1 Zodra de getroffen Staat van het bestaan van een wrak kennis neemt, zet hij alle mogelijke middelen in, met inbegrip van de bijstand van Staten en organisaties, om dringend de zeelieden en de betrokken Staten over de aard en de plaats van het wrak te waarschuwen.

2 Indien de getroffen Staat redenen heeft om aan te nemen dat het wrak een gevaar vormt, zorgt hij ervoor dat alle mogelijke maatregelen genomen worden om de precieze plaats van het wrak te bepalen.

Art. 8. Markering van wrakken

1 Indien de getroffen Staat vaststelt dat het wrak een gevaar vormt, moet hij ervoor zorgen dat alle redelijke maatregelen worden genomen om het wrak te markeren.

2 Bij de markering van het wrak dient er met alle mogelijke middelen voor gezorgd worden dat de gebruikte markeringen in overeenstemming zijn met het internationaal aanvaarde bebakingsstelsel dat van kracht is in de wateren waar het wrak zich bevindt.

3 De getroffen Staat maakt de gegevens van de markering van het wrak bekend met behulp van alle gepaste middelen, met inbegrip van de relevante nautische publicaties.

Art. 9. Maatregelen om de verwijdering van wrakken te bevorderen

1 Als de getroffen Staat vaststelt dat het wrak een gevaar vormt, moet die Staat onmiddellijk:

a) de Staat van registratie van het schip en de geregistreerde eigenaar ervan inlichten; en

b) met de Staat van registratie van het schip en de andere Staten die door het wrak getroffen zijn, overleggen over de te nemen maatregelen met betrekking tot het wrak.

2 De geregistreerde eigenaar moet een wrak waarvan is vastgesteld dat het een gevaar vormt, verwijderen.

3 Als vastgesteld is dat een wrak een gevaar vormt, moet de geregistreerde eigenaar of andere betrokken partij aan de bevoegde overheid van de getroffen Staat het bewijs leveren van de verzekering of andere financiële zekerheid vereist door artikel 12.

4 De geregistreerde eigenaar mag met gelijk welke hulpverlener of andere persoon een overeenkomst sluiten om het wrak, waarvan is vastgesteld dat het een gevaar vormt, te verwijderen voor rekening van de eigenaar. Vóór de verwijdering aanvangt, kan de getroffen Staat de voorwaarden ervan opleggen, uitsluitend voor zover noodzakelijk om zeker te stellen dat de verwijdering verloopt op een manier die rekening houdt met overwegingen inzake de veiligheid en de bescherming van het marien milieu.

5 Eens de verwijdering zoals bedoeld in de paragrafen 2 en 4 begonnen is, kan de getroffen Staat enkel tussenkomen voor zover noodzakelijk om zeker te stellen dat de verwijdering gebeurt op een manier die rekening houdt met overwegingen inzake de veiligheid en de bescherming van het marien milieu.

6 De getroffen Staat moet:

a) een redelijke termijn bepalen waarbinnen de geregistreerde eigenaar het wrak moet verwijderen, rekening houdende met de aard van gevaar zoals bepaald overeenkomstig artikel 6;

b) de geregistreerde eigenaar schriftelijk inlichten over de opgelegde termijn met de verduidelijking dat, indien hij het wrak niet binnen die termijn verwijdert, hijzelf het wrak op kosten van de geregistreerde eigenaar zal kunnen verwijderen; en

c) de geregistreerde eigenaar schriftelijk inlichten van zijn voornemen om onverwijld op te treden ingeval het gevaar bijzonder ernstig zou worden.

7 Indien de geregistreerde eigenaar het wrak niet verwijdert binnen de termijn bepaald overeenkomstig artikel 6 (a), of indien de geregistreerde eigenaar niet kan gecontacteerd worden, mag de getroffen Staat het wrak verwijderen op de meest praktische en meest snelle manier mogelijk, met inachtneming van overwegingen inzake de veiligheid en bescherming van het marien milieu.

8 Wanneer de omstandigheden een onmiddellijk ingrijpen vereisen en de getroffen Staat de Staat van registratie van het schip en de geregistreerde eigenaar hierover heeft ingelicht, mag de getroffen Staat het wrak verwijderen op de meest praktische en meest snelle manier mogelijk, met inachtneming van overwegingen inzake de veiligheid en bescherming van het marien milieu.

9 Les États Parties prennent des mesures appropriées en vertu de leur législation nationale pour s'assurer que leurs propriétaires inscrits respectent les dispositions des paragraphes 2 et 3.

10 Les États Parties consentent à ce que l'État affecté agisse en application des dispositions des paragraphes 4 à 8, lorsqu'il le faut.

11 Les renseignements visés dans le présent article doivent être fournis par l'État affecté au propriétaire inscrit identifié dans les rapports visés au paragraphe 2 de l'article 5.

Art. 10. Responsabilité du propriétaire

1 Sous réserve de l'article 11, le propriétaire inscrit est tenu de payer les frais de la localisation, de la signalisation et de l'enlèvement de l'épave effectués en application des articles 7, 8 et 9, respectivement, sauf s'il prouve que l'accident de mer qui a causé l'épave :

a) résulte d'un acte de guerre, d'hostilités, d'une guerre civile, d'une insurrection ou d'un phénomène naturel de caractère exceptionnel, inévitable et irrésistible;

b) résulte en totalité du fait qu'un tiers a délibérément agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage; ou

c) résulte en totalité de la négligence ou d'une autre action préjudiciable commise par un gouvernement ou autre autorité responsable de l'entretien des feux ou autres aides à la navigation dans l'exercice de cette fonction.

2 Aucune disposition de la présente Convention n'affecte le droit du propriétaire inscrit de limiter sa responsabilité en vertu d'un régime national ou international applicable, tel que la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, telle que modifiée.

3 Aucune demande de remboursement des frais visés au paragraphe 1 ne peut être formée contre le propriétaire inscrit autrement que sur la base des dispositions de la présente Convention. Cela ne porte aucunement atteinte aux droits et obligations d'un État Partie qui a fait une notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 3 à l'égard des épaves se trouvant dans son territoire, y compris sa mer territoriale, autres que la localisation, la signalisation et l'enlèvement conformément à la présente Convention.

4 Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au droit de recours contre des tiers.

Art. 11. Exceptions à la responsabilité

1 Le propriétaire inscrit n'est pas tenu, en vertu de la présente Convention, de payer les frais mentionnés au paragraphe 1 de l'article 10 si, et dans la mesure où, l'obligation de payer ces frais est incompatible avec :

a) la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, telle que modifiée;

b) la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses, telle que modifiée;

c) la Convention de 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, telle que modifiée, ou la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, 1963, telle que modifiée, ou la législation nationale régissant ou interdisant la limitation de la responsabilité en matière de dommages nucléaires; ou

d) la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soude, telle que modifiée;

à condition que la convention pertinente soit applicable et en vigueur.

2 Pour autant que les mesures prises en vertu de la présente Convention soient considérées comme des opérations d'assistance en vertu de la législation nationale applicable ou d'une convention internationale, cette législation ou convention s'applique aux questions de la rémunération ou de l'indemnisation des entreprises d'assistance à l'exclusion des règles de la présente Convention.

Art. 12. Assurance obligatoire ou autre garantie financière

1 Le propriétaire inscrit d'un navire d'une jauge brute égale ou supérieure à 300 et battant le pavillon d'un État Partie est tenu de souscrire une assurance ou autre garantie financière, telle que le cautionnement d'une banque ou d'une institution financière similaire, pour couvrir sa responsabilité en vertu de la présente Convention à raison d'un montant équivalant aux limites de responsabilité prescrites

9 De Staten die Partij zijn, nemen de gepaste maatregelen in het kader van hun nationale wetgeving om ervoor te zorgen dat hun geregistreerde eigenaars de bepalingen van de paragrafen 2 en 3 naleven.

10 De Staten die Partij zijn, stemmen ermee in dat de getroffen Staat handelt overeenkomstig de bepalingen van de paragrafen 4 en 8, als dit nodig is.

11 De informatie bedoeld in dit artikel moet door de getroffen Staat bezorgd worden aan de geregistreerde eigenaar, geïdentificeerd in de verslagen bedoeld in paragraaf 2 van artikel 5.

Art. 10. Aansprakelijkheid van de eigenaar

1 Onder voorbehoud van artikel 11 is de geregistreerde eigenaar gehouden tot betaling van de kosten van de plaatsbepaling, de markering en de verwijdering van het wrak, gemaakt in toepassing van respectievelijk de artikelen 7, 8 en 9, tenzij hij bewijst dat het ongeval op zee dat het wrak tot gevolg heeft:

a) voortvloeit uit een oorlogsdaad, vijandelijkheden, een burgeroorlog, een opstand of een natuurverschijnsel van uitzonderlijke, onvermijdelijke en onweerstaanbare aard;

b) volledig voortvloeit uit een opzettelijke handeling of verzuim van een derde partij met het oogmerk om te schaden t; of

c) volledig voortvloeit uit de nalatigheid of een andere onrechtmatige daad van een regering of andere overheid verantwoordelijk voor het onderhoud van de lichten of andere navigatiehulpmiddelen in de uitoefening van deze functie.

2 Geen enkele bepaling van dit Verdrag tast het recht van de geregistreerde eigenaar aan om zijn aansprakelijkheid te beperken overeenkomstig een toepasselijk nationaal of internationaal stelsel, zoals het Verdrag van 1976 inzake de beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen, zoals gewijzigd.

3 Geen enkele vordering tot terugbetaling van de kosten zoals bedoeld in paragraaf 1, mag tegen de geregistreerde eigenaar ingesteld worden op basis van andere bepalingen dan van dit Verdrag. Dit doet geenszins afbreuk aan de rechten en verplichtingen andere dan de plaatsbepaling, de markering en de verwijdering overeenkomstig dit Verdrag, van een Staat die Partij is, die kennisgeving gedaan heeft krachtens paragraaf 2 van artikel 3 met betrekking tot wrakken die zich op zijn grondgebied bevinden, met inbegrip van zijn territoriale zee.

4 Geen enkele bepaling van dit artikel doet afbreuk aan het recht van verhaal jegens derden.

Art. 11. Uitzonderingen op de aansprakelijkheid

1 De geregistreerde eigenaar is op grond van dit Verdrag niet gehouden tot betaling van de kosten vermeld in paragraaf 1 van artikel 10, indien en in de mate dat de verplichting tot betaling van die kosten onverenigbaar is met:

a) het Internationaal Verdrag van 1969 inzake de wettelijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie, zoals gewijzigd;

b) het Internationaal Verdrag van 1996 inzake de aansprakelijkheid en vergoeding voor schade in samenhang met het vervoer over zee van gevaarlijke en schadelijke stoffen, zoals gewijzigd;

c) het Verdrag van 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd of het Verdrag van Wenen van 1963 inzake wettelijke aansprakelijkheid voor kernschade, zoals gewijzigd, of de nationale wetgeving die de beperking van aansprakelijkheid voor nucleaire schade regelt of verbiedt; of

d) het Internationaal Verdrag van 2001 inzake de wettelijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door bunkerolie, zoals gewijzigd;

op voorwaarde dat het relevante verdrag van toepassing en van kracht is.

2 In de mate dat de maatregelen genomen op grond van dit Verdrag, als hulpverlening beschouwd worden uit hoofde van de toepasselijke nationale wetgeving of een internationaal verdrag, is die wetgeving of dat verdrag van toepassing op de vragen over de vergoeding of schadeloosstelling van de hulpverleners, met uitsluiting van de regels van dit Verdrag.

Art. 12. Verplichte verzekering of andere financiële zekerheid

1 De geregistreerde eigenaar van een schip dat een bruto tonnenmaat van of meer dan 300 heeft, en dat de vlag voert van een Staat die Partij is, is gehouden een verzekering of een andere financiële zekerheid te onderschrijven, zoals een garantie van een bank of andere gelijksoortige financiële instelling, teneinde zijn aansprakelijkheid op grond van dit Verdrag te dekken ten belopen van een bedrag gelijk aan de

par le régime de limitation national ou international applicable, mais n'excédant en aucun cas un montant calculé conformément à l'article 6 1) b) de la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, telle que modifiée.

2 Un certificat attestant qu'une assurance ou autre garantie financière est en cours de validité conformément aux dispositions de la présente Convention est délivré à chaque navire d'une jauge brute égale ou supérieure à 300 par l'autorité compétente de l'État d'immatriculation du navire, qui doit s'assurer au préalable que les dispositions du paragraphe 1 sont respectées. Lorsqu'il s'agit d'un navire immatriculé dans un État Partie, ce certificat est délivré ou visé par l'autorité compétente de l'État d'immatriculation du navire; lorsqu'il s'agit d'un navire qui n'est pas immatriculé dans un État Partie, le certificat peut être délivré ou visé par l'autorité compétente de n'importe quel État Partie. Ce certificat d'assurance obligatoire doit être conforme au modèle figurant en annexe à la présente Convention et doit comporter les renseignements suivants :

- a) nom du navire, numéro ou lettres distinctifs et port d'immatriculation;
- b) jauge brute du navire;
- c) nom et lieu de l'établissement principal du propriétaire inscrit;
- d) numéro OMI d'identification du navire;
- e) type et durée de la garantie;
- f) nom et lieu de l'établissement principal de l'assureur ou de tout autre personne fournissant la garantie et, le cas échéant, lieu de l'établissement auprès duquel l'assurance ou la garantie a été souscrite; et
- g) période de validité du certificat, qui ne saurait excéder celle de l'assurance ou de la garantie.

3 a) Un État Partie peut autoriser une institution ou un organisme reconnu par lui à délivrer le certificat mentionné au paragraphe 2. Cette institution ou cet organisme informe cet État de chaque certificat délivré. Dans tous les cas, l'État Partie se porte pleinement garant du caractère complet et exact du certificat ainsi délivré et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation.

- b) Un État Partie notifie au Secrétaire général :
 - i) les responsabilités spécifiques et les conditions d'habilitation d'une institution ou d'un organisme reconnu par lui;
 - ii) le retrait de cette habilitation; et
 - iii) la date à compter de laquelle l'habilitation ou le retrait de l'habilitation prend effet.

L'habilitation ne prend pas effet avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle une notification dans ce sens a été adressée au Secrétaire général.

c) L'institution ou l'organisme autorisé à délivrer les certificats conformément au présent paragraphe est, au minimum, autorisé à retirer ces certificats si les conditions dans lesquelles ils ont été délivrés ne sont plus respectées. Dans tous les cas, l'institution ou l'organisme signale ce retrait à l'État au nom duquel le certificat avait été délivré.

4 Le certificat est établi dans la ou les langues officielles de l'État qui le délivre. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, le texte doit comporter une traduction dans l'une de ces langues et, si cet État en décide ainsi, sa ou ses langues officielles peuvent ne pas être utilisées.

5 Le certificat doit se trouver à bord du navire et une copie doit en être déposée auprès de l'autorité qui tient le registre d'immatriculation du navire ou, si le navire n'est pas immatriculé dans un État Partie, auprès de l'autorité qui a délivré ou visé le certificat.

6 Une assurance ou autre garantie financière ne satisfait pas aux prescriptions du présent article si elle peut cesser d'avoir effet, pour une raison autre que l'expiration de sa période de validité indiquée dans le certificat en vertu du paragraphe 2, avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date où préavis en a été donné à l'autorité visée au paragraphe 5, à moins que le certificat n'ait été restitué à cette autorité ou qu'un nouveau certificat n'ait été délivré avant la fin de ce délai. Les dispositions qui précèdent s'appliquent également à toute

aansprakelijkheidsgrenzen bepaald in het toepasselijke nationale of internationale stelsel van beperking van aansprakelijkheid, maar in geen enkel geval hoger dan het bedrag berekend overeenkomstig artikel 6, 1) b) van het Verdrag van 1976 inzake beperking van aansprakelijkheid voor maritieme vorderingen, zoals gewijzigd.

2 Een certificaat houdende verklaring dat een verzekering of een andere financiële zekerheid van kracht is in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag, wordt voor ieder schip met een bruto tonnenmaat van of meer dan 300 afgeleverd door de bevoegde overheid van een Staat die Partij is, nadat die heeft vastgesteld dat de voorwaarden van paragraaf 1 nageleefd worden. Als het een schip betreft dat geregistreerd werd in een Staat die Partij is, wordt dat certificaat afgeleverd of gewaarmerkt door de bevoegde overheid van de Staat van registratie van het schip; ingeval een schip niet geregistreerd werd in een Staat die Partij is, kan het certificaat afgeleverd of gewaarmerkt worden door de bevoegde overheid van gelijk welke Staat die Partij is. Dit certificaat van verplichte verzekering moet conform zijn met het in de bijlage van dit Verdrag opgenomen model en moet de volgende gegevens vermelden:

- a) naam van het schip, onderscheidingsnummer of -letters en haven van registratie;
- b) bruto tonnenmaat van het schip;
- c) naam en adres van de hoofdvestiging van de geregistreerde eigenaar;
- d) IMO-scheepsidentificatienummer;
- e) aard en duur van de zekerheid;
- f) naam en adres van de hoofdvestiging van de verzekeraar of van gelijk welke andere persoon die de zekerheid stelt en, in voorkomend geval, het adres van de vestiging waar de verzekering of de zekerheid onderschreven werd; en
- g) geldigheidsduur van het certificaat, dewelke niet langer zal zijn dan deze van de verzekering of van de zekerheid.

3 a) Een Staat die Partij is, mag een door hem erkende instelling of organisatie machtigen tot aflevering van het in paragraaf 2 vermelde certificaat. Die instelling of organisatie moet die Staat in kennis stellen van elk afgeleverd certificaat. In alle gevallen staat de Staat die Partij is, in het geheel in voor de volledigheid en nauwkeurigheid van het aldus afgegeven certificaat, en verbindt hij zich ertoe de nodige maatregelen te treffen om aan deze verplichting te voldoen.

- b) Een Staat die Partij is, stelt de Secretaris-generaal in kennis van:
 - i) de bijzondere verantwoordelijkheden en voorwaarden van de machtiging die hij aan een door hem erkende instelling of organisatie verleent;
 - ii) de intrekking van zulke machtiging; en
 - iii) de datum met ingang waarvan de machtiging of intrekking daarvan van kracht wordt.

De machtiging wordt niet eerder van kracht dan na het verstrijken van een termijn van drie maanden vanaf de datum waarop kennisgeving aan de Secretaris-generaal gedaan werd.

c) De instelling of de organisatie die overeenkomstig deze paragraaf gemachtigd is om certificaten af te leveren, is tenminste gemachtigd om die certificaten in te trekken indien de voorwaarden overeenkomstig dewelke ze uitgegeven werden, niet meer vervuld zijn. In alle gevallen meldt de instelling of organisatie die intrekking bij de Staat namens dewelke het certificaat afgeleverd werd.

4 Het certificaat wordt gesteld in de officiële taal of talen van de Staat die het aflevert. Indien de gebruikte taal niet het Engels, het Frans of het Spaans is, moet in de tekst een vertaling in een van deze talen worden opgenomen, en, indien di Staat hierover aldus beslist, kunnen zijn officiële taal of talen niet gebruikt worden.

5 Het certificaat moet aan boord van het schip gehouden worden en een afschrift ervan moet neergelegd worden bij de overheidsinstantie die het register houdt waarin het schip ingeschreven staat of, indien het schip niet geregistreerd is in een Staat die Partij is, bij de overheidsinstantie van de Staat die het certificaat afgeleverd of gewaarmerkt heeft.

6 Een verzekering of andere financiële zekerheid voldoet niet aan de voorschriften van dit artikel indien ze om andere redenen dan het verstrijken van haar geldigheidsstermijn zoals vermeld in het certificaat overeenkomstig paragraaf 2, kan ophouden gevolgen te sorteren voordat drie maanden zijn verlopen vanaf de datum waarop het opgezegd werd bij de overheidsinstantie bedoeld in paragraaf 5, tenzij het certificaat aan deze overheidsinstantie teruggegeven werd of een nieuw certificaat vóór het beëindigen van de opzegtermijn afgeleverd

modification qui est telle que l'assurance ou la garantie ne satisfait plus aux prescriptions du présent article.

7 L'État d'immatriculation du navire fixe les conditions de délivrance et de validité du certificat, sous réserve des dispositions du présent article et compte tenu des directives que l'Organisation aura pu adopter au sujet de la responsabilité financière des propriétaires inscrits.

8 Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme empêchant un État Partie de donner foi aux renseignements qu'il a obtenus d'autres États ou de l'Organisation ou autres organisations internationales au sujet de la situation financière des assureurs ou autres personnes fournissant la garantie financière aux fins de la présente Convention. En pareil cas, l'État Partie qui donne foi à de tels renseignements n'est pas dégagé de sa responsabilité en tant qu'État qui délivre le certificat prescrit au paragraphe 2.

9 Les certificats délivrés ou visés sous l'autorité d'un État Partie sont acceptés par les autres États Parties aux fins de la présente Convention et sont considérés par eux comme ayant la même valeur que les certificats qu'ils ont eux-mêmes délivrés ou visés, même lorsqu'il s'agit d'un navire qui n'est pas immatriculé dans un État Partie. Un État Partie peut à tout moment solliciter un échange de vues avec l'État qui a délivré ou visé le certificat s'il estime que l'assureur ou le garant nommé sur le certificat n'est pas financièrement capable de faire face aux obligations imposées par la présente Convention.

10 Toute demande de remboursement des frais découlant de la présente Convention peut être formée directement contre l'assureur ou autre personne dont émane la garantie financière couvrant la responsabilité du propriétaire inscrit. En pareil cas, le défendeur peut se prévaloir des moyens de défense (sauf la faillite ou la mise en liquidation du propriétaire inscrit) que le propriétaire inscrit serait fondé à invoquer, parmi lesquels la limitation de la responsabilité en vertu d'un régime national ou international applicable. De plus, même si le propriétaire inscrit n'est pas en droit de limiter sa responsabilité, le défendeur peut limiter sa responsabilité à un montant égal à la valeur de l'assurance ou autre garantie financière qu'il est exigé de souscrire conformément au paragraphe 1. De surcroît, le défendeur peut se prévaloir du fait que l'accident de mer résulte d'une faute intentionnelle du propriétaire inscrit mais il ne peut se prévaloir d'aucun des autres moyens de défense qu'il aurait pu être fondé à invoquer dans une action intentée par le propriétaire inscrit contre lui. Le défendeur peut, en tout état de cause, obliger le propriétaire inscrit à être partie à la procédure.

11 Un État Partie n'autorise à aucun moment un navire habilité à battre son pavillon auquel s'appliquent les dispositions du présent article à être exploité si ce navire n'est pas muni d'un certificat délivré en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 14.

12 Sous réserve des dispositions du présent article, chaque État Partie veille à ce qu'en vertu de sa législation nationale, une assurance ou autre garantie répondant aux exigences du paragraphe 1 couvre tout navire d'une jauge brute égale ou supérieure à 300, quel que soit son lieu d'immatriculation, qui entre dans un port situé dans son territoire ou le quitte ou qui arrive dans une installation au large située dans sa mer territoriale ou en sort.

13 Nonobstant les dispositions du paragraphe 5, un État Partie peut notifier au Secrétaire général qu'aux fins du paragraphe 12, les navires ne sont pas tenus d'avoir à bord ou de présenter le certificat prescrit au paragraphe 2 lorsqu'ils entrent dans un port situé dans son territoire ou le quittent ou qu'ils arrivent dans une installation au large située dans sa mer territoriale ou en sortent, sous réserve que l'État Partie qui délivre le certificat prescrit au paragraphe 2 ait notifié au Secrétaire général qu'il tient, sous forme électronique, des dossiers accessibles à tous les États Parties qui attestent l'existence du certificat et permettent aux États Parties de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 12.

14 Si un navire appartenant à un État Partie n'est pas couvert par une assurance ou autre garantie financière, les dispositions pertinentes du présent article ne lui sont pas applicables; ce navire doit toutefois être muni d'un certificat délivré par l'autorité compétente de l'État d'immatriculation qui atteste que le navire appartient à cet État et que sa responsabilité est couverte dans les limites prescrites au paragraphe 1.

werd. De bovenstaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op gelijk welke wijziging die tot gevolg heeft dat de verzekering of financiële zekerheid niet langer aan de voorschriften van dit artikel voldoet.

7 De Staat van registratie van het schip stelt de voorwaarden vast voor de aflevering en de geldigheid van het certificaat, onder voorbehoud van de bepalingen van dit artikel en rekening houdend met de richtsnoeren die de Organisatie zou kunnen aannemen met betrekking tot de financiële verantwoordelijkheid van de geregistreerde eigenaars.

8 Geen enkele bepaling van dit Verdrag mag worden uitgelegd in de zin dat het een Staat die Partij is, belet om te vertrouwen op inlichtingen verkregen van andere Staten, of van de Organisatie of van andere internationale organisaties met betrekking tot de financiële toestand van de verzekeraars of van andere personen die de financiële zekerheid stellen in het kader van dit Verdrag. In dat geval is de Staat die Partij is, en die op die inlichtingen vertrouwt, niet ontslagen van zijn verantwoordelijkheid als Staat die het op grond van paragraaf 2 vereiste certificaat heeft afgeleverd.

9 Certificaten die afgeleverd of gewaarmerkt worden onder het gezag van een Staat die Partij is, worden door de overige Staten die Partij zijn, voor de toepassing van dit Verdrag erkend en worden door hen beschouwd als hebbende dezelfde waarde zoals deze die door henzelf afgeleverd of gewaarmerkt worden, zelfs indien het een schip betreft dat niet geregistreerd werd in een Staat die Partij is. Een Staat die Partij is, kan ten allen tijde verzoeken om overleg met de Staat die het certificaat afgeleverd of gewaarmerkt heeft, indien hij meent dat de in het certificaat genoemde verzekeraar of degene die de zekerheid heeft gesteld financieel niet in staat is te voldoen aan de hem door dit Verdrag opgelegde verplichtingen.

10 Gelijk welke vordering tot terugbetaling van de kosten voortvloeiend uit dit Verdrag, kan rechtstreeks worden ingesteld tegen de verzekeraar of andere persoon waarvan de financiële zekerheid die de aansprakelijkheid van de geregistreerde eigenaar dekt, uitgaat. In dat geval kan de verweerder zich beroepen op de verweermiddelen (met uitzondering van het faillissement of de in vereffeningstelling van de geregistreerde eigenaar) die de geregistreerde eigenaar zou mogen invoeren waaronder de beperking van de aansprakelijkheid op grond van een toepasselijk nationaal of internationaal stelsel. Daarenboven mag de verweerder, zelfs indien de geregistreerde eigenaar niet gerechtigd is om zijn aansprakelijkheid te beperken, zijn aansprakelijkheid beperken ten belope van een bedrag gelijk aan de waarde van de verzekering of andere financiële zekerheid tot onderschrijven waarvan hij verplicht is overeenkomstig paragraaf 1. Daarbij mag de verweerder zich beroepen op het feit dat het ongeval op zee het gevolg was van een opzettelijke fout van de geregistreerde eigenaar, maar hij kan zich niet beroepen op de andere verweermiddelen die hij zou hebben mogen invoeren in een geding ingeleid door de geregistreerde eigenaar tegen hem. De verweerder kan de geregistreerde eigenaar in elke stand van het geding verplichten tussen te komen.

11 Een Staat die Partij is, staat op geen enkel tijdstip toe dat een onder zijn vlag varende schip waarop de bepalingen van dit artikel van toepassing zijn, wordt geëxploiteerd, tenzij een certificaat werd afgeleverd op grond van paragrafen 2 of 14.

12 Onder voorbehoud van de bepalingen van dit artikel, ziet elke Staat die Partij is, er krachtens zijn nationale wetgeving op toe dat een verzekering of andere zekerheid die beantwoordt aan de vereisten van de paragraaf 1, dekking verleent voor elk schip met een bruto tonnenmaat van of meer dan 300, waar ook geregistreerd, en dat een haven op zijn grondgebied aandoet of verlaat dan wel aankomt in een offshore-installatie in de territoriale zee, of daaruit vertrekt.

13 Ongeacht de bepalingen van paragraaf 5 kan een Staat die Partij is, de Secretaris-generaal in kennis stellen van het feit dat, voor de toepassing van paragraaf 12, de schepen niet verplicht zijn om het certificaat bepaald in paragraaf 2 aan boord te houden of voor te leggen van zodra zij een haven gelegen binnen zijn grondgebied binnenvaren of deze verlaten, of in een offshore-installatie in de territoriale zee aankomen of deze verlaten, onder voorbehoud dat de Staat die Partij is, die het certificaat voorgeschreven in paragraaf 2 aflevert, aan de Secretaris-generaal gemeld heeft dat hij bij wijze van elektronisch format, waartoe alle Staten die Partij zijn, toegang hebben, de gegevens bijhoudt die het bestaan van het certificaat bewijzen en aldus de Staten die Partij zijn, in staat stellen hun verplichtingen op grond van paragraaf 12 na te komen.

14 Indien een schip dat eigendom is van een Staat die Partij is, niet gedekt is onder een verzekering of andere financiële zekerheid, dan zijn de desbetreffende bepalingen van dit artikel niet op dit schip van toepassing; dat schip moet iniettemin beschikken over een certificaat dat is afgeleverd door de bevoegde overheidsinstantie van de Staat van registratie van het schip, die verklaart dat het schip eigendom is van die

Ce certificat suit d'aussi près que possible le modèle prescrit au paragraphe 2.

Art. 13. Délais de prescription

Les droits à remboursement des frais en vertu de la présente Convention s'éteignent à défaut d'une action en justice intentée en application des dispositions de celle-ci dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle l'existence d'un danger a été établie conformément à la présente Convention. Néanmoins, aucune action en justice ne peut être intentée après un délai de six ans à compter de la date de l'accident de mer qui a causé l'épave. Lorsque cet accident de mer consiste en une série de faits, le délai de six ans court à dater du premier de ces faits.

Art. 14. Dispositions relatives aux amendements

1 À la demande du tiers au moins des États Parties, une conférence est convoquée par l'Organisation en vue de réviser ou de modifier la présente Convention.

2 Tout consentement à être lié par la présente Convention exprimé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention est réputé s'appliquer à la présente Convention telle que modifiée.

Art. 15. Règlement des différends

1 Lorsqu'un différend surgit entre deux ou plusieurs États Parties à propos de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, ils cherchent à régler leur différend en premier lieu par la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire, le recours à des organismes ou des accords régionaux ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2 Si aucun règlement n'intervient dans un délai raisonnable ne dépassant pas douze mois après la date à laquelle un État Partie a notifié à un autre l'existence d'un différend entre eux, les dispositions relatives au règlement des différends énoncées dans la partie XV de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 s'appliquent mutatis mutandis à un tel différend, que les États parties au différend soient ou non aussi des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

3 Toute procédure choisie par un État Partie à la présente Convention et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 au titre de l'article 287 de celle-ci s'applique au règlement des différends en vertu du présent article, à moins que cet État Partie, lorsqu'il a ratifié, accepté ou approuvé la Convention ou y a adhéré, ou à n'importe quel moment par la suite, n'ait choisi une autre procédure au titre de l'article 287 pour le règlement des différends résultant de la présente Convention.

4 Un État Partie à la présente Convention qui n'est pas Partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, lorsqu'il ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, ou à n'importe quel moment par la suite, est libre de choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens énumérés au paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 aux fins du règlement des différends en vertu du présent article. L'article 287 s'applique à cette déclaration, ainsi qu'à tout différend auquel cet État est partie et qui n'est pas visé par une déclaration en vigueur. Aux fins de conciliation et d'arbitrage, conformément aux Annexes V et VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, cet État est habilité à désigner des conciliateurs et des arbitres, qui seront inscrits sur les listes visées à l'article 2 de l'Annexe V et à l'article 2 de l'Annexe VII, pour le règlement des différends résultant de la présente Convention.

5 Toute déclaration faite en vertu des paragraphes 3 et 4 est déposée auprès du Secrétaire général, qui en communique des exemplaires aux États Parties.

Art. 16. Relation avec d'autres conventions et accords internationaux

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations qu'a tout État en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et du droit international coutumier de la mer.

Staat en dat zijn aansprakelijkheid gedekt is ten belope van de in paragraaf 1 bepaalde grenzen. Dat certificaat stemt zo veel mogelijk overeen met het in paragraaf 2 voorgeschreven model.

Art. 13. Verjaringstermijnen

De rechten op terugbetaling van de kosten overeenkomstig dit Verdrag, vervallen bij ontstentenis van een rechtsvordering ingesteld overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag binnen een termijn van drie jaar vanaf de datum waarop het bestaan van een gevaar vastgesteld werd overeenkomstig dit Verdrag. Niettemin kan geen enkele rechtsvordering meer worden ingesteld na een termijn van zes jaar vanaf de datum van het ongeval op zee dat het wrak tot gevolg heeft. Wanneer dit ongeval op zee uit een reeks voorvallen bestaat, loopt de termijn van zes jaar vanaf de datum van het eerste van die voorvallen.

Art. 14. Bepalingen betreffende wijzigingen

1 Op vraag van ten minste een derde van de Staten die Partij zijn, wordt een conferentie bijengeroepen door de Organisatie met het oog op de herziening of wijziging van dit Verdrag.

2 Gelijk welke instemming om door dit Verdrag te worden gebonden, betuigd na de inwerkingtreding van een wijziging aan dit Verdrag, wordt geacht van toepassing te zijn op dit Verdrag zoals gewijzigd.

Art. 15. Regeling van geschillen

1 Wanneer tussen twee of meer Staten die Partij zijn, een geschil ontstaat omtrent de interpretatie of toepassing van dit Verdrag, streven ze in de eerste plaats naar een regeling van hun geschil door onderhandeling, onderzoek, bemiddeling, verzoening, arbitrage, gerechtelijke schikking, of door beroep te doen op regionale instellingen of akkoorden, of door andere minnelijke middelen naar hun keuze.

2 Indien geen enkele regeling mogelijk is binnen een redelijke termijn die niet meer dan twaalf maanden bedraagt vanaf de datum waarop een Staat die Partij is, aan een andere Staat het bestaan van een geschil tussen hen gemeld heeft, zijn de bepalingen met betrekking tot de regeling van geschillen bepaald in Deel XV van het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee mutatis mutandis op dat geschil van toepassing, ongeacht of de Staten die bij het geschil partij zijn, al dan niet Staten zijn die Partij zijn bij het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee.

3 Elke procedure gekozen door een Staat die Partij is bij dit Verdrag en bij het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee, overeenkomstig artikel 287 van laatstgenoemd Verdrag, is van toepassing op de regeling van geschillen op grond van dit artikel, tenzij die Staat die Partij is, bij de bekrachtiging, de aanvaarding of de goedkeuring van dit Verdrag of de toetreding daartoe, of op gelijk welk tijdstip nadien, voor een andere procedure kiest overeenkomstig artikel 287 voor de regeling van de geschillen voortvloeiend uit dit Verdrag.

4 Een Staat die Partij is bij dit Verdrag, en die geen Partij is bij het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee, is bij de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Verdrag of de toetreding daartoe, of op gelijk welk tijdstip nadien, vrij om via een schriftelijke verklaring, te kiezen voor één of meer van de middelen van geschillenbeslechting opgesomd in paragraaf 1 van artikel 287 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee. Artikel 287 is van toepassing op deze verklaring, alsook op gelijk welk geschil waarbij deze Staat partij is en dat niet gedekt is door een van kracht zijnde verklaring. Met het oog op de verzoening en de bemiddeling overeenkomstig de Bijlagen V en VII van het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee is die Staat gemachtigd om de verzoekers en bemiddelaars aan te stellen die moeten opgenomen worden in de lijsten bedoeld in artikel 2 van Bijlage V en artikel 2 van Bijlage VII voor de regeling van geschillen voortvloeiend uit dit Verdrag.

5 Elke verklaring gedaan op grond van paragrafen 3 en 4, wordt neergelegd bij de Secretaris-generaal, die de afschriften hiervan bezorgt aan de Staten die Partij zijn.

Art. 16. Verhouding tot andere verdragen en internationale akkoorden

Geen enkele bepaling van dit Verdrag doet afbreuk aan de rechten en plichten van gelijk welke Staat uit hoofde van het Verdrag van de Verenigde Naties van 1982 inzake het recht van de Zee en krachtens het internationaal gewoonterecht voor de zee.

Art. 17. Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1 La présente Convention est ouverte à la signature au Siège de l'Organisation du 19 novembre 2007 au 18 novembre 2008 et reste ensuite ouverte à l'adhésion.

a) Les États peuvent exprimer leur consentement à être liés par la présente Convention par :

i) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou

ii) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

iii) adhésion.

b) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

Art. 18. Entrée en vigueur

1 La présente Convention entre en vigueur douze mois après la date à laquelle dix États, soit l'ont signée sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général.

2 Pour tout État qui la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après que les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ont été remplies, la présente Convention entre en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de l'instrument approprié, mais pas avant l'entrée en vigueur de la présente Convention dans les conditions prévues au paragraphe 1.

Art. 19. Dénonciation

1 La présente Convention peut être dénoncée par un État Partie à n'importe quel moment après l'expiration d'une période de un an après la date à laquelle elle entre en vigueur à l'égard de cet État.

2 La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

3 La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général a reçu l'instrument de dénonciation ou à l'expiration de toute période plus longue spécifiée dans cet instrument.

Art. 20. Dépositaire

1 La présente Convention est déposée auprès du Secrétaire général.

2 Le Secrétaire général :

a) informe tous les États qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré :

i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de la date de cette signature ou de ce dépôt;

ii) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention;

iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet; et

iv) de tout autre déclaration et notification reçues en application de la présente Convention;

b) transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention à tous les États qui l'ont signée ou qui y ont adhéré.

3 Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général en transmet une copie certifiée conforme au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Art. 21. Langues

La présente Convention est établie en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi.

Fait à NAIROBI, ce dix-huit mai deux mille sept.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature à la présente Convention.

Art. 17. Ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1 Dit Verdrag staat open voor ondertekening op de zetel van de Organisatie van 19 november 2007 tot 18 november 2008 en blijft nadien open voor toetreding.

a) De Staten kunnen hun instemming om gebonden te zijn door dit Verdrag, kenbaar maken door:

i) ondertekening zonder voorbehoud ten aanzien van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of

ii) ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of

iii) toetreding.

b) De bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding gebeuren door neerlegging van een daartoe strekkende akte bij de Secretaris-generaal.

Art. 18. Inwerkingtreding

1 Dit Verdrag treedt in werking twaalf maanden na de datum waarop tien Staten hetzij het Verdrag hebben ondertekend zonder voorbehoud ten aanzien van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, hetzij een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bij de Secretaris-generaal hebben neergelegd.

2 Voor elke Staat die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of er tot toetreedt nadat de voorwaarden van inwerkingtreding bepaald in paragraaf 1 vervuld zijn, treedt dit Verdrag in werking drie maanden na de datum van neerlegging van de daartoe strekkende akte door die Staat, maar niet voordat dit Verdrag in werking getreden is volgens de voorwaarden voorzien in paragraaf 1.

Art. 19. Opzegging

1 Dit Verdrag kan door elke Staat die Partij is, op gelijk welk tijdstip opgezegd worden na verloop van een jaar na de datum waarop het Verdrag ten aanzien van die Staat in werking getreden is.

2 De opzegging geschiedt door de neerlegging van een daartoe strekkende akte bij de Secretaris-generaal.

3 De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de Secretaris-generaal de akte van opzegging ontvangen heeft, of na het verstrijken van gelijk welke langere termijn zoals bepaald in de akte van opzegging.

Art. 20. Neerlegging

1. Dit Verdrag wordt neergelegd bij de Secretaris-generaal.

2. De Secretaris-generaal:

a) stelt alle Staten die dit Verdrag ondertekend hebben of er tot toegetreden zijn, in kennis van:

i) elke nieuwe ondertekening of neerlegging van een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, en van de datum van die ondertekening of neerlegging;

ii) de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag;

iii) de neerlegging van elke akte van opzegging van dit Verdrag, alsook van de datum van de neerlegging en de datum waarop de opzegging van kracht wordt;

iv) andere verklaringen en mededelingen ontvangen overeenkomstig dit Verdrag; en

b) maakt de eensluidend verklaarde afschriften van dit Verdrag over aan alle Staten die het Verdrag ondertekend hebben of er tot toegetreden zijn.

3 Van zodra dit Verdrag in werking treedt, maakt de Secretaris-generaal een eensluidend verklaard afschrift over aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties met het oog op de registratie en publicatie ervan overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Art. 21. Talen

Dit Verdrag is opgesteld in een enkel origineel in de Engelse, Arabische, Chinese, Spaanse, Franse en Russische taal, waarbij alle teksten in gelijke mate rechtsgeldig zijn.

Gedaan te NAIROBI, achttien mei tweeduizend en zeven.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

ANNEXE

CERTIFICAT D'ASSURANCE OU AUTRE GARANTIE FINANCIÈRE
RELATIVE À LA RESPONSABILITÉ EN CAS D'ENLÈVEMENT D'ÉPAVES

Délivré conformément aux dispositions de l'article 12
de la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, 2007

Nom du navire	Jauge brute	Numéro ou lettres distinctifs	Numéro OMI d'identification du navire	Port d'immatriculation	Nom et adresse complète de l'établissement principal du propriétaire inscrit

Il est certifié que le navire susmentionné est couvert par une police d'assurance ou autre garantie financière satisfaisant aux prescriptions de l'article 12 de la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, 2007.

Type de garantie

Durée de la garantie

Nom et adresse de l'assureur (ou des assureurs) et/ou du garant (ou des garants)

Nom

Adresse

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Délivré ou visé par le Gouvernement de

(Nom complet de l'État)

OU

Il conviendrait d'utiliser le texte suivant lorsqu'un État Partie se prévaut des dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 :

Le présent Certificat est délivré sous l'autorité du Gouvernement de (Nom complet de l'État)

par (Nom de l'institution ou de l'organisme)

À Le

(Lieu)

(Date)

.....
(Signature et titre du fonctionnaire qui délivre
ou vise le Certificat)

Notes explicatives :

1 En désignant l'État, on peut, si on le désire, mentionner l'autorité publique compétente du pays dans lequel le certificat est délivré.

2 Lorsque le montant total de la garantie provient de plusieurs sources, il convient d'indiquer le montant fourni par chacune d'elles.

3 Lorsque la garantie est fournie sous plusieurs formes, il y a lieu de les énumérer.

4 Dans la rubrique "Durée de la garantie", il convient de préciser la date à laquelle cette garantie prend effet.

5 Dans la rubrique "Adresse de l'assureur (ou des assureurs) et/ou du garant (ou des garants)", il convient d'indiquer l'adresse de l'établissement principal de l'assureur (ou des assureurs) et/ou du garant (ou des garants). Si nécessaire, il convient d'indiquer le lieu de l'établissement auprès duquel l'assurance ou la garantie a été souscrite.

BIJLAGE

CERTIFICAAT VAN VERZEKERING OF ANDERE FINANCIËLE ZEKERHEID
INZAKE DE AANSPRAKELIJKHEID INGEVAL VAN VERWIJDERING VAN WRAKKEN

Afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van het Internationaal Verdrag van Nairobi
inzake de Verwijdering van Wrakken, 2007

Naam van het schip	Bruto tonnenmaat	Onderscheidingsnummer of -letters	IMO-scheepsidentificatienummer	Haven van registratie	Naam en volledig adres van de hoofvestiging van de geregistreerde eigenaar

Hiermee verklaart ondergetekende dat het bovengenoemde schip gedekt is door een verzekeringspolis of een andere financiële zekerheid die voldoen aan de vereisten van artikel 12 van het Internationaal Verdrag van Nairobi inzake de Verwijdering van Wrakken, 2007.

Aard van de zekerheid

Duur van de zekerheid

Naam en adres van de verzekeraar(s) en/of perso(o)n(en) die de zekerheid stelt (stellen)

Naam

Adres

Dit certificaat is geldig tot

Afgeleverd of gewaarmerkt door de Regering van

(Volledige aanduiding van de Staat)

OF

De volgende tekst moet worden gebruikt wanneer een Staat die Partij is, zich beroept op artikel 12, paragraaf 3:

Dit certificaat is afgeleverd onder het gezag van de Regering van

(Volledige naam van de Staat)

door (Naam van de instelling of de organisatie)

Te Op (Datum)

(Plaats)

(Datum)

.....
(Handtekening en hoedanigheid van de ambtenaar die het Certificaat aflevert of waarmerkt)

Toelichting:

1. Bij de aanduiding van de Staat kan, indien gewenst, een verwijzing worden opgenomen naar de bevoegde overheidsinstantie van het land waar het certificaat wordt afgeleverd.

2. Indien het totale bedrag van de zekerheid door meer dan één persoon gesteld werd, moet het bedrag door elk van hen gesteld afzonderlijk vermeld worden.

3. Indien de zekerheid onder meerdere vormen gesteld werd, moet elk daarvan vermeld worden.

4. Onder de hoofding "Duur van de zekerheid" moet de datum vermeld worden waarop deze zekerheid van kracht wordt.

5. Onder de hoofding "Adres van de verzekeraar(s) en/of perso(o)n(en) die de zekerheid stelt (stellen)" moet het adres worden vermeld van de hoofdvestiging van de verzekeraar (of de verzekeraars) en/of de persoon (of personen) die zekerheid stelt (stellen). In voorkomend geval moet het adres van de vestiging waar de verzekering of de zekerheid onderschreven respectievelijk gesteld werd, vermeld worden.

ETATS	DATE AUTHENTIFICATION	CONSENTEMENT	DATE CONSENTEMENT	DATE ENTREE EN VIGUEUR
AFRIQUE DU SUD		Adhésion	04/09/2015	04/12/2015
ALBANIE		Adhésion	27/04/2015	27/07/2015
ALLEMAGNE	17/11/2008	Ratification	20/06/2013	14/04/2015
ANTIGUA ET BARBUDA		Adhésion	09/01/2015	14/04/2015
BAHAMAS		Adhésion	05/06/2015	05/09/2015
BELGIQUE		Adhésion	17/01/2017	17/04/2017
BULGARIE		Adhésion	08/02/2012	14/04/2015
CHINE (REP. POPULAIRE)		Adhésion	11/11/2016	11/02/2017
CHYPRE		Adhésion	22/07/2015	22/10/2015
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE)		Adhésion	19/05/2014	14/04/2015
COOK(ILES)		Adhésion	22/12/2014	14/04/2015
CORÉE DU NORD		Adhésion	08/05/2017	08/08/2017
DANEMARK	12/11/2008	Ratification	14/04/2014	14/04/2015
ESTONIE	28/03/2008	Ratification		
FINLANDE		Adhésion	27/10/2016	27/01/2017
FRANCE	24/09/2008	Ratification	04/02/2016	04/05/2016
INDE		Adhésion	23/03/2011	14/04/2015
IRAN		Adhésion	19/04/2011	14/04/2015
ITALIE	23/09/2008	Ratification		
JORDANIE		Adhésion	16/09/2016	16/12/2016
KENYA		Adhésion	14/04/2015	14/07/2015

ETATS	DATE AUTHEN- TIFICATION	CONSENTEMENT	DATE CONSENTEMENT	DATE ENTREE EN VIGUEUR
LIBERIA	27/10/2008	Adhésion	08/01/2015	14/04/2015
MALAISIE		Adhésion	28/11/2013	14/04/2015
MALTE		Adhésion	18/01/2015	18/04/2015
MAROC		Adhésion	13/06/2013	14/04/2015
MARSHALL (ILES)		Adhésion	27/10/2014	14/04/2015
NIGÉRIA		Adhésion	23/07/2009	14/04/2015
NIUE		Adhésion	27/04/2015	27/07/2015
PALAU		Adhésion	29/09/2011	14/04/2015
PANAMA		Adhésion	18/08/2015	18/11/2015
PAYS-BAS		Approbation	19/01/2016	19/04/2016
ROUMANIE		Adhésion	20/09/2016	20/12/2016
ROYAUME UNI		Adhésion	30/11/2012	14/04/2015
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES		Adhésion	31/03/2016	30/06/2016
SUISSE		Adhésion	16/05/2016	16/08/2016
TONGA		Adhésion	20/03/2015	20/06/2015
TUVALU		Adhésion	17/02/2015	17/05/2015

STATEN	DATUM AUTHEN- TIFICATIE	INSTEMMING	DATUM INSTEMMING	DATUM INWERKING- TREDING	
ALBANIE	27/10/2008	Toetreding	27/04/2015	27/07/2015	
ANTIGUA ET BARBUDA		Toetreding	09/01/2015	14/04/2015	
BAHAMAS, DE		Toetreding	05/06/2015	05/09/2015	
BELGIE		Toetreding	17/01/2017	17/04/2017	
BULGARIJE		Toetreding	08/02/2012	14/04/2015	
CHINA (VOLKSREPUBLIC)		Toetreding	11/11/2016	11/02/2017	
CONGO (DEMOCRATISCHE REP.)		Toetreding	19/05/2014	14/04/2015	
COOK(EIL.)		Toetreding	22/12/2014	14/04/2015	
CYPRUS		Toetreding	22/07/2015	22/10/2015	
DENEMARKEN		12/11/2008	Bekrachtiging	14/04/2014	14/04/2015
DUITSLAND		17/11/2008	Bekrachtiging	20/06/2013	14/04/2015
ESTLAND		28/03/2008	Bekrachtiging		
FINLAND			Toetreding	27/10/2016	27/01/2017
FRANKRIJK		24/09/2008	Bekrachtiging	04/02/2016	04/05/2016
INDIA			Toetreding	23/03/2011	14/04/2015
IRAN			Toetreding	19/04/2011	14/04/2015
ITALIE		23/09/2008	Bekrachtiging		
JORDANIE		Toetreding	16/09/2016	16/12/2016	
KENIA		Toetreding	14/04/2015	14/07/2015	
KOREA (NOORD)		Toetreding	08/05/2017	08/08/2017	
LIBERIA		Toetreding	08/01/2015	14/04/2015	
MALEISIE		Toetreding	28/11/2013	14/04/2015	
MALTA		Toetreding	18/01/2015	18/04/2015	
MAROKKO		Toetreding	13/06/2013	14/04/2015	
MARSHALL (EIL.)		Toetreding	27/10/2014	14/04/2015	
NEDERLAND	27/10/2008	Goedkeuring	19/01/2016	19/04/2016	
NIGERIA		Toetreding	23/07/2009	14/04/2015	

STATEN	DATUM AUTHENTIFICATIE	INSTEMMING	DATUM INSTEMMING	DATUM INWERKING-TREDING
NIUE		Toetreding	27/04/2015	27/07/2015
PALAU		Toetreding	29/09/2011	14/04/2015
PANAMA		Toetreding	18/08/2015	18/11/2015
ROEMENIE		Toetreding	20/09/2016	20/12/2016
SAINT KITTS ET NEVIS		Toetreding	31/03/2016	30/06/2016
TONGA		Toetreding	20/03/2015	20/06/2015
TUVALU		Toetreding	17/02/2015	17/05/2015
VERENIGD KONINKRIJK		Toetreding	30/11/2012	14/04/2015
ZUID-AFRIKA		Toetreding	04/09/2015	04/12/2015
ZWITSERLAND		Toetreding	16/05/2016	16/08/2016

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

Direction générale Politique de Mobilité durable et ferroviaire

[C – 2017/30651]

29 JUNI 2017. — Arrêté ministériel fixant les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 3ter sur la ligne ferroviaire n° 134, tronçon Mariembourg - Couvin, situé à Frasnes-lez-Couvin, à la hauteur de la borne kilométrique 3.055

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et les règlements de police sur les chemins de fer, l'article 2, interprété par la loi du 11 mars 1866 ;

Vu la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, l'article 17, remplacé par la loi du 1^{er} août 1960 et modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004 ;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées, l'article 11, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté ministériel n° A/03538/134/3ter du 28 août 2014 ;

Considérant que l'arrêté ministériel mentionné ci-dessus fixe les dispositifs de sécurité du passage à niveau n°3ter sur la ligne ferroviaire n° 134, tronçon Mariembourg - Couvin, situé à Frasnes-lez-Couvin, à la hauteur de la borne kilométrique 3.055;

Considérant que durant les travaux nécessaires à la suppression de ce passage à niveau, la circulation automobile sera ramenée sur une seule voie, ce qui nécessitera une adaptation de la signalisation du passage à niveau visé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le passage à niveau n°3ter sur la ligne ferroviaire n° 134, tronçon Mariembourg - Couvin, situé à Frasnes-lez-Couvin, à la hauteur de la borne kilométrique 3.055, est équipé des dispositifs de sécurité visés à l'article 3, 1°, le signal routier A45, et 2° a) de l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées.

Art. 2. Le même passage à niveau est en plus équipé des dispositifs de sécurité visés à l'article 4, 1° b), 3°, 4°, 5° et 6° du même arrêté royal :

- 1) un système à fermeture partielle, de part et d'autre du passage à niveau ;
- 2) un signal sonore, de part et d'autre du passage à niveau ;
- 3) un signal routier A45 à gauche de la chaussée, de part et d'autre du passage à niveau ;
- 4) sur chaque signal routier supplémentaire A45, un signal lumineux de circulation d'interdiction de passage ;
- 5) sur chaque signal routier A45, un signal lumineux de circulation d'autorisation de passage.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

Directoraat-generaal Duurzame Mobiliteit en Spoorbeleid

[C – 2017/30651]

29 JUNI 2017. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de veiligheidsinrichtingen van de overweg nr. 3ter op de spoorlijn nr. 134, baanvak Mariembourg - Couvin, gelegen te Frasnes-lez-Couvin, ter hoogte van de kilometerpaal 3.055

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende het tolgeld en de reglementen van de spoorwegpolitie, artikel 2, geïnterpreteerd bij de wet van 11 maart 1866;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, artikel 17, vervangen bij de wet van 1 augustus 1960 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen, artikel 11, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit nr. A/03538/134/3ter van 28 augustus 2014;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit de veiligheidsinrichtingen vaststelt van de overweg nr. 3ter op de spoorlijn nr. 134, baanvak Mariembourg - Couvin, gelegen te Frasnes-lez-Couvin, ter hoogte van de kilometerpaal 3.055;

Overwegende dat tijdens de duur van de werkzaamheden die nodig zijn voor de afschaffing van de overweg, het autoverkeer zal over een enkele rijweg worden geleid, een aanpassing van de signalisatie aan de beoogde overweg nodig is,

Besluit :

Artikel 1. De overweg nr. 3ter op de spoorlijn nr. 134, baanvak Mariembourg - Couvin, gelegen te Frasnes-lez-Couvin, ter hoogte van de kilometerpaal 3.055, wordt uitgerust met de veiligheidsinrichtingen voorzien in artikel 3, 1°, het verkeersbord A45, en 2° a) van het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen.

Art. 2. Dezelfde overweg wordt bijkomend uitgerust met de veiligheidsinrichtingen bedoeld in artikel 4, 1° b), 3°, 4°, 5° en 6° van hetzelfde koninklijk besluit :

- 1) een systeem met gedeeltelijke afsluiting, aan weerszijden van de overweg;
- 2) een geluidsein, aan weerszijden van de overweg;
- 3) een verkeersbord A45 links van de rijbaan, aan weerszijden van de overweg;
- 4) op elk bijkomend verkeersbord A45, een verkeerslicht dat de overgang verbiedt;
- 5) op elk verkeersbord A45, een verkeerslicht dat de overgang toestaat.